



L'élaboration du budget de l'État



La compétence d'exécution

Ordonnateurs

Autorités administratives qui ont pour mission de prendre l'initiative des opérations de recettes ou de dépenses.

Ils engagent, liquident et ordonnent les dépenses.

Les ordonnateurs principaux (les ministres)

➤ Émettent des ordonnances de paiement

Les ordonnateurs secondaires (les préfets)

➤ Affectés à des circonscriptions territoriales déterminées, émettent des mandats de paiement

Les ordonnateurs délégués

➤ Constitués par les ministres / préfets

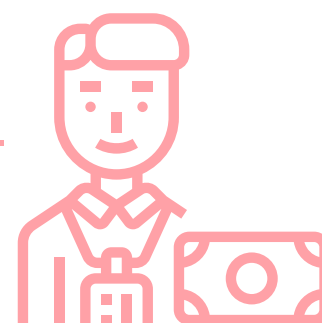
Les ordonnateurs suppléants

➤ Chargés de remplacer les ordonnateurs en cas d'absence ou empêchement

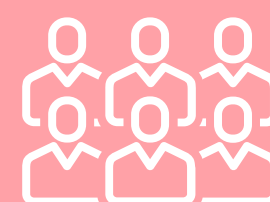
Les ordonnateurs principaux propres aux collectivités territoriales et aux établissements publics

➤ Les maires, les présidents de conseil département ou régional, et les présidents ou directeurs d'établissements publics

En cas d'irrégularité budgétaire, les ordonnateurs peuvent engager leur responsabilité.



Comptables publics



Les comptables publics ont essentiellement pour mission d'exécuter comptablement les ordres des ordonnateurs.

Les comptables publics « patents »

Les comptables à compétence générale ou à compétence spéciale

Comptables qui peuvent être principaux ou secondaires

Les comptables publics « de fait »

Toute personne qui, sans avoir la qualité de comptable public, s'est néanmoins comportée comme tel, en procédant à certaines opérations qui entrent dans le champ des missions d'un comptable public, peut être comptable de fait.

Missions

« gardiens des deniers publics », « teneurs de livre » et « contrôleurs »

Responsabilité

Les comptables publics sont essentiellement soumis à une responsabilité sans faute de nature pécuniaire du fait de l'existence d'un manquement aux missions qu'ils assurent.

Le comptable public peut cependant être déchargé de sa responsabilité ou être acquitté gracieusement par le ministre des finances = « remise gracieuse de débet » (impossible pour le comptable de fait qui peut de plus être soumis à une amende pour gestion de fait et/ou sanctions pénales diverses).





Procédure d'exécution



PHASE GOUVERNEMENTALE

Le jour de l'adoption du budget, le Gouvernement adopte un décret de répartition des crédits budgétaires qui reprend la ventilation des bleus budgétaires.

Par exception, le législateur a accordé au Gouvernement la possibilité, lors de l'exécution du budget, de s'écarter des autorisations et de la répartition finale des crédits qui ont été adoptés.

Le Gouvernement peut ainsi :

- 1 **Modifier la répartition finale des crédits** : c'est la problématique des crédits globaux et des virements et transferts de crédits.
- 2 **Modifier les montants initiaux des crédits** : en mettant en œuvre les divers mécanismes « de régulation budgétaire », les « crédits évolutifs », les « décrets d'avance » les « annulations de crédits », les « mises en réserve » et les « réserves de précaution », les « reports de crédits ».
- 3 **Mettre en œuvre des procédures particulières d'affectation des crédits.**



Phase administrative et comptable

Les dépenses

La procédure normale

La **phase administrative** correspond à l'intervention des ordonnateurs qui engagent les dépenses, les liquident et émettent les ordonnances (ou mandats) de paiement.

La **phase comptable** correspond à l'intervention du comptable compétent, qui vérifie la régularité de la dépense et la qualité du créancier, avant de procéder au paiement.

La procédure simplifiée

L'ordonnancement peut intervenir après le paiement :

- Pour les **dépenses urgentes et d'un faible montant** et pour la « **régie d'avances** », procédure par laquelle un comptable public confie ponctuellement des sommes d'un faible montant à un « régisseur » afin qu'il procède à certaines dépenses pour son compte.
- Pour les **dépenses dont le principe, le montant et l'échéance sont fixés par la loi**, l'ordonnancement n'est pas nécessaire.

La prescription quadriennale

Toute dette de l'État se **prescrit par un délai de 4 ans** à compter du 1er janvier de l'année qui suit l'année d'acquisition des droits sauf interruption ou suspension.



Les recettes

En vue du recouvrement des recettes, l'ordonnateur constate les droits, liquide les droits et émet un ordre de recette.

Ensuite, le comptable public perçoit le paiement spontané du débiteur ou met en œuvre les procédures d'exécution forcée nécessaires.

Prescription : en matière fiscale, il existe des délais de prescription par catégorie d'impôts et hors matière fiscale, ce sont les délais de droit commun qui s'appliquent.

